

Service Santé et protection animales, environnement
Place Bonet
Cité administrative
CS 30358 - Cedex
61007 Alençon

Alençon, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCOPA VIANDES

ZA BEAUMONT
61230 Croisilles

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005302036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement SOCOPA VIANDES implanté ZA BEAUMONT 61230 Croisilles. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté principalement sur la thématique des rejets aqueux. Les points contrôlés étaient principalement conformes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPA VIANDES
- ZA BEAUMONT 61230 Croisilles

- Code AIOT : 0005302036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Socopa est un établissement d'abattage relevant des rubriques 2210 et 3641 (IED) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 2.2	Sans objet
2	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.1	Sans objet
3	Etapes de l'abattage.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.8.I	Sans objet
4	Stockage.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.8.I	Sans objet
5	Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.6	Sans objet
6	Stockage.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.7	Sans objet
7	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 8.2	Sans objet
8	Traitement des déchets et sous-produits animaux.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 8.2.II et 8.2.III	Sans objet
9	Surveillance des émissions.	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 11.1.I	Sans objet
10	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.1	Sans objet
11	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 26	Sans objet
12	Surveillance des émissions.	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 26.3	Sans objet
13	Installations et équipements électriques	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 56	Sans objet
14	Surveillance des émissions.	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de faire le point sur les rejets aqueux du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 2.2
Thème(s) : Autre, Dispositions générales.
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement ...).
Constats : L'établissement est bien paysager et les abords sont bien entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.1
Thème(s) : Autre, Traitement et rejets des effluents.
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le schéma des réseaux a été présenté à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etapes de l'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.8.I
Thème(s) : Autre, Etapes de l'abattage.
Prescription contrôlée : L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier. Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de Collecte.
Constats :

<p>Les eaux souillées issues du lavage des bétailières sont canalisées et dirigées vers la station de traitement <i>in situ</i>. Les locaux de stockage des sous-produits animaux sont faciles à nettoyer et à désinfecter. Seul le local de stockage des onglons est à l'extérieur et semi-couvert.</p> <p>Le parking véhicule léger n'est pas pourvu de canalisation pour récupérer les éventuels résidus d'huile ou de fuels.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.8.I
Thème(s) : Autre, Stockage.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les abattoirs de ruminants, les emplacements sur lesquels il est procédé au retrait, à la manipulation et/ou au prélèvement de matériels à risques spécifiés sont conçus de façon à éviter ou, à défaut, à limiter au strict minimum les écoulements en provenance de ces produits et leur dispersion au sol, notamment par une utilisation rationnelle de l'eau et une collecte à la source d'éventuels résidus de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les jus d'écoulement sont bien dirigés vers l'installation de pré-traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.6
Thème(s) : Autre, Eaux pluviales.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales non polluées, des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau de collecte est bien séparatif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.7
Thème(s) : Autre, Stockage.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de</p>

les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier ou des effluents liquides.
Constats : L'aire réservée aux matières stercoraires se trouve dans un hangar couvert et fermé et les jus d'égouttage sont dirigés vers la station de prétraitement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 8.2
Thème(s) : Autre, Traitement et rejets des effluents.
Prescription contrôlée : L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.
Constats : L'établissement possède deux dégrilleurs, le premier à 6 mm et le second à 1 mm. Après le dégrillage l'eau de l'établissement arrive dans un bassin tampon, puis est déversé dans les bassins d'aération. Ensuite, il y a injection de chlorure ferrique, l'eau passe au dégazeur et au clarificateur pour être analysée dans le canal de rejet aval. Puis, les eaux industrielles traitées <i>in situ</i> sont rejetées dans la Touques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traitement des déchets et sous-produits animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 8.2.II et 8.2.III
Thème(s) : Autre, Traitement des déchets et sous-produits animaux.
Prescription contrôlée : Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux. Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environ-

nement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Les locaux de stockage des sous-produits animaux sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques pour l'environnement sauf le local de stockage des onglons qui est à l'extérieur et semi-couvert où les rats et les oiseaux peuvent avoir accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des émissions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 111.I
Thème(s) : Autre, Surveillance des émissions.
Prescription contrôlée : Sans préjudice aux dispositions prévues au présent chapitre, pour la surveillance des émissions, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 sus-visé et celles de l'article 60 du même arrêté pour la surveillance des rejets aqueux.
Constats : L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.1
Thème(s) : Autre, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.
Constats : La surveillance de l'établissement se fait grâce à la présence d'un agent présent sur site du lundi au vendredi de 5h à 21h. Une bascule sur le téléphone mobile a lieu le soir en semaine. Le samedi et le dimanche matin un agent se déplace sur le site et le samedi soir ou le dimanche soir surveillance

sur le téléphone et déplacement sur site si besoin.
L'établissement est entièrement clos avec clôture et portail fermé en permanence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 26

Thème(s) : Autre, Conception, aménagement

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant), permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues dans le présent arrêté dans des conditions représentatives. Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

Constats :

Point conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des émissions.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 26.3

Thème(s) : Autre, Valeurs limites des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux traités respectent les valeurs limites de concentration et de flux quotidiens suivants avant de quitter l'installation exploitée par l'usine SOCOPA à Croisilles :

	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
Débit		15 m³/h 350 m³/j de pointe
DCO	125	44

DBO5	30	10,5
MES	35	12,5
NGL	15	5,2
P total	2	0,7
Graisses	2,5 à 15	

Constats :

L'inspection a vérifié les déclarations mis en ligne après la visite d'inspection des mois de juillet, août, septembre et octobre 2025. Aucun dépassement n'a été constaté sur cette période pour les rejets station (Touques).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations et équipements électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 56

Thème(s) : Autre, Installations et équipements électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Ces vérifications feront l'objet d'un rapport qui sera tenu en permanence à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le dernier rapport de thermographie réalisée le 12/09/2025 a été présenté aux inspectrices des installations classées. Suite à ce Q18, un sectionneur a été mis à l'arrêt. Les agents de maintenance procèdent régulièrement à une surveillance des installations électriques avec la caméra thermique en cas de doute. Intervention de l'entreprise Clauger-frigoriste 24h/24 en cas de problème. Présence de 4,5 tonnes de NH3-ammoniac en fluide frigorigène sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance des émissions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Autre, Surveillance des émissions.
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles <u>L. 512-3</u> , <u>L. 512-5</u> , L. 512-7 et <u>L. 512-10</u> du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant au jour de l'inspection n'avait pas mis à jour Gidaf.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations demande à l'exploitant de mettre à jour les résultats d'autosurveillance sur Gidaf. L'inspection a vérifié les déclarations mis en ligne après la visite d'inspection des mois de juillet, août, septembre et octobre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite